

Compte-rendu de la visite à l'AG Nuit debout pour la santé et le social à Rouen le 21 mai 2016
(Jonathan et JM)

Les nuits deboutistes de Rouen santé et social ont pris la parole sur la place de l'hôtel de ville. Nous avons apporté notre soutien et indiqué ce que nous réalisons à la commission action travail social sur Paris. D'abord notons que la santé, la psychiatrie et le social étaient présents à l'AG. L'AG s'est déroulée en deux temps d'abord une prise de parole assez générale puis la présentation de situations concrètes.

Il-elle-s ont des difficultés objectives dans la lutte qui tiennent au fait que les lieux d'exercice sont très éparés et concernent souvent peu de personnes. La question est comment faire parvenir l'info à chaque travailleur-travailleuse sociale et à chaque lieu de travail ?

Il-elle-s rencontrent aussi des difficultés à mobiliser certains endroits comme les écoles du travail social. L'analyse montre cependant que l'école de Rouen, l'IDS, est déjà dans une logique de fusion avec une tentative avec l'IUT du Havre, donc en réalité plutôt partie prenante des évolutions négatives du champ.

A partir de ces deux exemples, on peut tirer plusieurs enseignements.

1) il existe des obstacles objectifs à notre lutte. Des stratégies sont donc à trouver pour les dépasser : inventer des moyens pour faire parvenir l'info à chaque travailleur travailleuse sociale ;

2) les difficultés à mobiliser peuvent nous dire des choses sur l'état des troupes dans chaque lieu de travail et sur la colonisation des esprits par les idées libérales. Il est donc intéressant d'analyser ces difficultés en soi pour comprendre localement comment le libéralisme rampant se développe et trouver des arguments qui vont amener les collègues vers une position critique.

3) pour aller dans ce sens, nous avons intérêt à trouver des cas, des situations qui parlent aux gens.

Nous leur avons demandé comment ça se passe chez eux. Voilà les principaux points.

→ les mineurs isolés

La loi n'est pas appliquée. La stratégie de l'État, et de ses services, est de refuser le statut de mineur isolé, tout en disant que ces mineurs ne sont pas non plus des majeurs (ce qui les ferait entrer dans une autre catégorie permettant de les prendre en charge). Les services de l'ASE semblent ne pas faire leur travail puisque ce sont les militants RESF qui se chargent de les scolariser. Ce point serait à éclairer par ce qui se passe dans d'autres régions.

→ le travail avec les personnes à la rue

Il y a de plus en plus d'étrangers. Là, il s'agit de la mise en place d'un logiciel très intrusif que doivent remplir les travailleur-euse-s sociale qui permet de savoir, par exemple, dans quelle ville sont passées ces personnes par une simple requête sur le nom.

→ logiciel de gestion des usagers

Le Conseil départemental se dote d'un logiciel pour gérer les demandes d'aides avec comme argument qu'il s'agit d'empêcher les personnes de faire la même demande auprès des services et des associations. Ici, ce sont des secrétaires peu formées qui doivent remplir les fichiers sans considération de la situation des personnes sur le moment (souffrance, risque de passage à l'acte...).

→ la remise en cause de la prévention spécialisée

Le budget du Conseil départemental a été divisé par 2. Concrètement sur le terrain les conséquences sont : la perte des liens avec les jeunes suivis, jeunes qui se trouvent embringués dans les trafics locaux ; la tension qui s'en suit avec les habitants de ces quartiers HLM faisant alors le terreau du FN.

Nous pourrions continuer cette liste de situations qui posent problèmes aux travailleur-euses sociaux pour renforcer notre compréhension des mécanismes d'attaque du champ. Cette compréhension et ces situations pourraient permettre de :

- 1) donner des exemples concrets à nos collègues sur ce qui est en train de se faire
- 2) trouver des angles d'attaques pour riposter
- 3) élaborer des pistes pour un autre travail social

Cpte rendu rédigé par JM